CIRCONCISIONS COLLECTIVES À TIZI-OUZOU

375 enfants concernés au niveau de la wilaya

Le coup de starter de la traditionnelle campagne de circoncision collective, organisée chaque année à l'approche de l'Aïd au niveau des EPH par le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien en collaboration avec la DSP et en partenariat avec les APC au profit des enfants démunis, a été donné mardi à Azazga.

L'opération, qui prendra fin aujourd'hui, six secteurs sanitaires : Azazga, Tizi Ouzou, Larbaâ Nath Irathen, Aïn El Hammam, Boghni et Tigzirt, cela alors que selon M. Aït-Hamadouche, des cliniques privées se sont manifestées pour proposer gracieusement leurs services.

Des bienfaiteurs et des anonymes ont intégré l'opération en faisant des dons multiformes, en plus de la participation du CRA qui a doté les plus démunis de tenues traditionnelles.

Le C-RA ne tarit pas d'éloges à l'égard des chirurgiens et des personnels des hôpitaux qui, à l'image de l'EPH d'Azazga qui a réquisitionné 6 salles au profit de 60 circoncis ce mardi, se sont mobilisés pour la réussite de l'opération menée conformément aux instructions de la tutelle qui refuse que le moindre incident vienne entacher un rite séculaire qui permet à l'enfant d'accéder à la vie d'adulte par cette petite chirurgie.

C'est dans ce contexte que des associations ont été orientées vers le CRA pour réussir ces opérations attendues avec ferveur par les familles invitées à fêter l'événement dans un cadre convivial et festif qui fera date dans les annales familiales.

S. Hammoum

Marche des anciens rappelés du service national

Plusieurs centaines de rappelés du service national durant la période allant de 1995 à 1999, issus des 21 daïras de la wilaya de Tizi Ouzou, ont marché, hier, de l'ancienne gare des fourgons, située à l'entrée Est de la ville, au siège de la wilaya.

Les protestataires se disent mal récompensés pour leur engagement pour la défense de la patrie contre le terrorisme. Ils affirment qu'aucune des promesses qui leur ont été faites lors de leur démobilisation en 1999 par les autorités militaires n'a été tenue. Nombre d'entre eux n'ont pas retrouvé les emplois qu'ils avaient avant d'être rappelés sous les drapeaux.

Aucune indemnité ne leur a été octroyée, alors que beaucoup parmi eux traînent encore des traumatismes psychiques et même des blessures, selon ces rappelés qui disent avoir été affectés dans les zones les plus dangereuses et envoyés aux avant-postes dans les maquis de Chlef, Jijel, Aïn Defla, Bouira et Blida.

Les protestataires, qui déplorent le refus du wali de les recevoir, se sont dispersés dans le calme, toute en promettant de revenir une autre fois à la charge.

S. A. M.

GUELMA

Le calme revient à Bordj Sabath

Le calme est progressivement revenu dans le chef-lieu de la commune de Bordj Sabath, après les violentes émeutes survenues cette semaine, suite à une longue pénurie d'eau potable.

L'intervention des forces de l'ordre et des représentants des autorités locales a énormément contribué à l'apaisement des esprits.

Lors de ces violences qui avaient débuté samedi et qui se sont poursuivies jusqu'à dimanche soir, un homme, la soixantaine, a succombé à ses blessures.

Il a été inhumé mardi en fin d'après-midi, après autopsie. Plusieurs blessés sont également à déplorer ainsi que des dégâts matériels, les plus importants ont été signalés au siège de l'APC et au centre culturel.

N. Guergour

BÉJAÏA

Ils ferment la RN 12 pour réclamer leurs salaires

Quelque 135 travailleurs de la société privée de gardiennage GSS de Béjaïa sont revenus à la charge, hier, en procédant à la fermeture à la circulation automobile de la RN12, reliant la wilaya de Béjaïa à celles de Tizi Ouzou, Bouira et Alger, à hauteur de l'entrée de la zone industrielle d'El-Kseur, en signe de protestation contre le retard accusé par l'employeur dans le paiement des salaires.

Photo : DR

Pendant toute la journée d'hier, la circulation automobile sur cet important axe routier desservant plusieurs wilayas du Centre était impossible.

Les usagers ont dû faire un détour par la RN 75, traversant la municipalité d'Amizour pour se rendre à Béjaïa ou dans l'autre sens rejoindre les wilayas de Bouira, Alger et Tizi Ouzou.

Par leur action, les travailleurs protestataires, qui exercent comme agents de sécurité au niveau de la cité universitaire Berchiche d'El-Kseur, réclament de leur employeur le versement des arriérés de plus de six mois de salaire.

L'un des manifestants nous a signalé qu'ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis le début de l'année.

Les protestataires, qui ont bloqué le même axe routier le 2 août dernier avec la même revendication, se disent déterminés à maintenir leur action jusqu'à la régularisation de leur situation financière par leur société. Par ailleurs, selon certains travailleurs, la société de gardiennage en question a connu les mêmes problèmes dans le passé avec ses employés dans la résidence universitaire de Berchiche.

Les travailleurs sont restés de longs mois sans percevoir le moindre sou avant d'être enfin régularisés, a-t-on appris.

A. K.

BLIDA

Des agents de Sonelgaz pris en otages par des abonnés

De sources proches de la Direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Blida, nous avons appris que deux agents de cette entreprise ont été pris en otages, mardi dernier, par les habitants du domaine agricole Latraoui, dans la daïra de Oued El Alleug, à 12 km au nord de Blida.

Ces deux agents se sont déplacés pour effectuer des travaux de réparation d'un défaut électrique lorsqu'ils ont été pris en otages par les citoyens de cette localité qui ont également saccagé leur véhicule, une Peugeot Partner.

Ces derniers accusent les agents de Sonelgaz, apprend-on, de les avoir laissés toute une nuit sans électricité. Toutefois, au niveau de la Direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Blida, on affirme qu'aucune réclamation n'a été faite au sujet de cette panne à l'heure de sa survenue.

Ce n'est que le lendemain, nous assure-t-on, que l'enterprise a reçu un appel téléphonique pour faire état du défaut électrique d'où l'intervention des deux agents.

A noter qu'il a fallu l'intervention de la police pour que les deux otages soient relâchés après plusieurs heures de séquestration.

M. B.

PROJET DES 100 LOCAUX PAR COMMUNE À BÉJAÏA

Les entrepreneurs ferment le siège de la Dlep

Quarante-deux entrepreneurs ayant réalisé les locaux commerciaux à travers la wilaya dans le cadre du programme quinquennal de 100 locaux pour chaque municipalité initié par le président Bouteflika ont investi mardi le siège de la Direction du logement et des équipements publics de la wilaya de Béjaïa pour exprimer leur colère contre le retard mis dans la régularisation de leur situation financière.

Les entrepreneurs protestataires, qui ont cadenassé durant la journée le siège de la Dlep, attendent, selon eux, depuis plus de deux années le règlement des différentes situations financières des locaux réalisés à travers les communes de Béjaïa.

«Les projets sont achevés et réceptionnés depuis deux ans et demi, mais les services de la Dlep n'ont toujours pas procédé au paiement de nos factures», se plaignent les entrepreneurs de Béjaïa.

Ces derniers regrettent également «le refus» du chef du cabinet du wali de les recevoir avec l'espoir, selon eux, d'être rassurés et leur expliquer les motivations de ces retards.

A. K.

BRÈVES D'AZEFFOUN

Ouverture d'un service de contrôle médical

La direction de wilaya de la Caisse nationale des assurés sociaux a procédé la semaine dernière à l'ouverture du service de contrôle médical dans la commune d'Azeffoun.

La Cnas a mis en service ce point de contrôle médical pour prendre en charge les assurés des quatre communes de la daïra d'Azeffoun.

Une aubaine pour ces assurés qui étaient contraints de se déplacer à Azazga ou à Tizi Ouzou pour effectuer ce genre d'opérations.

Une nouvelle structure Anem

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) de la wilaya de Tizi-Ouzou procédera, en septembre prochain, à l'ouverture d'une agence locale au niveau de la commune d'Azeffoun, apprend-on de source bien informée.

Les responsables de l'APC d'Azeffoun, qui ont été maintes fois interpellés par les citoyens de la région, ont pu finalement mettre à la disposition dudit organisme le sous-sol de la salle des fêtes qui servira, désormais, de siège à cette nouvelle agence.

Une ville en mal d'agences

Certains citoyens n'ont pas manqué de manifester leur souhait de voir ouvrir, à Azeffoun, des agences bancaires mais aussi et surtout de Sonelgaz, d'Actel et de l'Inspection des impôts afin de leur éviter le calvaire des déplacements dans d'autres agglomérations, comme Fréha et Tigzirt.

Yacine Seddik